

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 22/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CORTEVA AGRISCIENCE FRANCE SAS

BP 20
8 ROUTE DE HERRLISHEIM
67410 Drusenheim

Références : 0006700422/20230623
Code AIOT : 0006700422

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2023 dans l'établissement CORTEVA AGRISCIENCE FRANCE SAS implanté 8, route de Herrlisheim B.P. 20 67410 Drusenheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale sur le retour d'expérience (REX) des incidents/accidents. Elle s'appuie sur le Système de Gestion de la Sécurité (SGS) mis en place par l'exploitant, et vise à vérifier les dispositions pour recenser, analyser et chercher les causes profondes d'un accident, mettre en place un REX et en tirer les enseignements pour le futur. En l'absence d'incident/accident au cours des dernières années sur les MMR (Mesures de Maîtrise des Risques) du site, il a été décidé de compléter cette inspection avec l'observation d'une MMR de détection d'atmosphère explosive au niveau du stockage des isocontainers.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORTEVA AGRISCIENCE FRANCE SAS
- 8, route de Herrlisheim B.P. 20 67410 Drusenheim
- Code AIOT : 0006700422
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

- IED : Oui

La société Corteva Agriscience, située à Drusenheim, est spécialisée dans la synthèse de matières actives pour produits phytopharmaceutiques, ainsi que la formulation et le conditionnement de produits phytopharmaceutiques.

Corteva Agriscience est un site SEVESO III seuil haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article Article 4	/	Sans objet
2	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 7	/	Sans objet
3	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.2	/	Sans objet
4	Gestion des incidents / accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
5	Gestion des incidents / accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 6	/	Sans objet
6	Gestion des incidents / accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7 – 5	/	Sans objet
7	Gestion des incidents / accidents / presque accidents	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	/	Sans objet
8	Gestion des incidents / accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La barrière B3 testée est instrumentée mais comporte une action humaine.
L'ensemble de la chaîne de la barrière B3 doit être testée dans son intégralité et le temps de réponse réel doit être déterminé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article Article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Qualification de la MMR

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité
Constats : Le contenu de ce constat est disponible en annexe confidentielle
Observations : L'ensemble de la chaîne de la barrière B3 doit être testée dans son intégralité et le temps de réponse réel doit être déterminé. Les informations contenues dans le logiciel ERP sont à modifier. L'acquiescement de l'alarme sur la centrale déportée a été laborieux, il convient de mettre un mode d'emploi pas à pas à proximité ou de faire un rappel au personnel concerné. L'exploitant informera l'inspection des dispositions prises en ce sens.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Détermination du niveau de confiance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.
Constats : La barrière B3 n'est pas cotée dans l'étude de danger de 2021, seule la B5 (utilisation des lances monitor pour éteindre un éventuel incendie dans la cuvette de rétention) est cotée à un niveau de confiance 1. Concernant la partie détection instrumenté, le détecteur gaz et la centrale sont réputés SIL 2. L'exploitant a présenté un certificat TUV daté du 12 juin 2019 et valide jusqu'au 11 juin 2024.
Observations : L'article 6 de l'arrêté du 23 mai 2023 indique que les installations seront exploitées conformément à l'étude de dangers du 16 mars 2021. Néanmoins, l'annexe confidentielle de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2019 et l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2015 prescrivent un niveau de confiance de 1 pour la barrière B3 qui n'est pas repris dans l'étude de dangers de 2021 ni dans celle de 2016. Une explication est attendue de la part de l'exploitant. L'inspection se questionne sur l'indépendance de la barrière B5 par rapport à la barrière B3. La fiche de vie de la barrière B5 est à transmettre à l'inspection. L'opportunité de l'asservissement de la barrière B5 à la barrière B3 est à étudier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Perte d'utilités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise. Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.
Constats : L'exploitant indique que la barrière B3 est à sécurité positive, en cas de perte d'utilité ou de défaut sur un des capteurs, une alarme est reportée au niveau de la centrale. Par ailleurs, l'exploitant précise que le site est muni d'un onduleur et que la centrale de surveillance est sur batterie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des incidents / accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence d'un SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant dispose d'un SGS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des incidents / accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention</p> [...]
Constats : L'exploitant dispose d'un système d'enregistrement et de classification des événements dont il a fait la démonstration en visite, il se base sur le guide ICCA (International Council of Chemical Associations) produit par France Chimie et les règles PSE (Process Safety events) de l'ECHA (Agence européenne des produits chimiques). Les événements sont cotés suivant les quantités relarguées et les conséquences selon 4 niveaux (L1/L2/L3 et L4, L1 étant le plus impactant). Les événements sont enregistrés dans une application qui permet d'enregistrer les accidents et ensuite de gérer le suivi des actions correctives.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion des incidents / accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7 – 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Suivi des défaillances de MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> [...] <p>A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p> [...]
Constats : Pour chaque événement enregistré dans l'application lié aux MMR / barrières, un arbre de cause est réalisé, des actions correctives engagées, un responsable nommé pour la prise en charge de chaque action qui a une date butoir pour être soldée. Dès que l'action est clôturée, un mail est envoyée au HSE qui se charge de vérifier l'effectivité des actions mises en place. Régulièrement, une personne fait une extraction de la base avec les actions non soldées pour rappeler les échéances. L'inspection a choisi par sondage quelques incidents et a vérifié la mise en œuvre effective sur le terrain des actions correctives.
Observations : Les tapis GULLI permettant d'obturer les avaloirs des eaux pluviales sont en place. Le tapis testé le jour de l'inspection était fuyard (le tapis contenait de l'eau glycolée). L'exploitant a amené ce tapis au service de la maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Gestion des incidents / accidents / presque accidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Déclaration et analyse des causes des événements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. [...]</p> <p>Constats : Les incidents de type L1 et L2 (cf. constat n°5) font l'objet d'un reporting à la DREAL à la suite de l'évènement. Les autres événements significatifs sont indiqués dans le bilan annuel et partagés en CSS. En 2020 : 13 événements ont été reportés sur le bilan annuel, aucun n'a été porté à la connaissance de l'inspection. En 2021 : 11 événements ont été reportés sur le bilan annuel, aucun n'a été porté à la connaissance de l'inspection. En 2022 : 19 événements ont été reportés sur le bilan annuel, 1 seul a été porté à la connaissance de l'inspection. Les déclarations à la suite de l'évènement à la DREAL sont en cohérence avec l'article R.512-69 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gestion des incidents / accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Exploitation du REX
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Les procédures englobent [...] les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. [...]</p> <p>Constats : Le groupe a mis en place une organisation pour partager les accidents/incidents survenus dans les différentes unités. Des réunions ont lieu sur le site hebdomadairement et permettent d'analyser les anomalies, des réunions mensuelles des responsables sécurité et environnement sont organisées au niveau du groupe. Un hub EHS a été créé pour les deux unités alsaciennes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet
